

## Burundi : des élections générales sous Covid-19 et sous tension, mercredi

@rib News, 18/05/2020 Source AFP Le Burundi organise mercredi des élections générales sous tension et en pleine pandémie de Covid-19 qui s'annonce comme le premier vrai défi du futur nouveau président, le sortant Pierre Nkurunziza, au pouvoir depuis 2005, ayant décidé de passer la main.

Le petit pays d'Afrique des Grands Lacs et ses 11 millions d'habitants tentent de sortir d'une crise politique meurtrière de la candidature controversée du président Nkurunziza à un troisième mandat en avril 2015. Contrairement à l'Éthiopie qui a repoussé ses élections tout en raison du Covid-19, le Burundi a décidé de les maintenir coûte que coûte, à l'instar d'autres pays sur le continent (Mali, Bénin, Malawi). Le Burundi, dont le gouvernement assure la protection par la « grâce divine », a pour l'instant officiellement recensé 42 cas positifs, dont un décès. Mais les autorités sont accusées par des médecins et l'opposition de cacher des cas de Covid-19, en les attribuant à d'autres maladies comme la pneumonie. Le Burundi n'a pas imposé le confinement de la population, au contraire de son voisin rwandais et la campagne électorale a mobilisé des foules nombreuses, avec pour toute mesure de prévention quelques seaux d'eau et du savon. Le gouvernement a même ordonné, sans donner d'explications, l'expulsion des quatre principaux experts de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) chargés de le conseiller sur la pandémie, qui ont quitté le pays samedi. Le pays, qui pourrait faire face à une crise sanitaire majeure, s'apprête à tourner la page Nkurunziza, dont les dernières années au pouvoir ont été marquées par des violations massives des droits humains qui ont fait au moins 1.200 morts, selon un bilan de l'ONU arrêté en 2017, et poussé à l'exil quelque 400.000 personnes au plus fort de la crise.

Ces violences sont imputées par l'ONU et les ONG de défense des droits de l'homme aux Imbonerakure, membres de la ligue des jeunes du parti au pouvoir (CNDD-FDD) mais aussi au redouté Service national de renseignement, à la police et dans une moindre mesure à l'armée. M. Nkurunziza avait surpris en annonçant en juin 2018 qu'il ne se présenterait pas à sa succession, alors que la nouvelle Constitution tout juste adoptée par référendum le lui permettait. Le régime s'est donc choisi fin janvier un nouveau visage, le général Ndayishimiye pour porter ses couleurs à la présidence. Homme du sérail a priori moins dur que son mentor Nkurunziza, dont il est considéré comme l'héritier, M. Ndayishimiye, 52 ans, est favori du scrutin de mercredi au regard de la toute puissance du parti au pouvoir. En tant que secrétaire général du parti au pouvoir, depuis 2016, M. Ndayishimiye, surnommé Neva, a plutôt prouvé sa tolérance politique et ne paraît pas avoir été directement impliqué dans des violations des droits de l'homme. Mais il n'a pas empêché non plus les abus. La campagne a, par ailleurs, été échauffée et son principal rival parmi les six autres candidats, Agathon Rwasa, a mobilisé les foules. M. Rwasa est issu du plus ancien mouvement rebelle du pays (Palipehutu-FNL) dont il prit la tête au début des années 2000 et qui fut l'un des deux principaux groupes rebelles pendant la guerre civile burundaise (1993-2006) ayant opposé des rebelles hutu à l'armée, dominée par la minorité tutsi, et fait plus de 300.000 morts. Aux yeux de la population hutu, qui représente 85% de la population, M. Rwasa a autant de chances de briguer la présidence que les chefs de l'ancienne autre rébellion, le CNDD-FDD, dont fait partie le général Ndayishimiye. La campagne a été marquée par des violences dont s'est alarmé l'ONU, notamment des affrontements de partis rivaux et des arrestations d'opposants. Le scrutin, qui sera arbitré par une commission électorale accusée par l'opposition d'être acquise au pouvoir, va se dérouler à huis-clos, le gouvernement ayant rejeté toute mission de l'ONU ou de l'Union africaine, qu'il accuse d'être proches de son opposition. Le futur président aura fort à redresser une économie minée par la crise et que la pandémie de Covid-19 vient encore affaiblir. Le Burundi est classé parmi les trois pays les plus pauvres au monde selon la Banque mondiale, qui estime que 75% de la population vit en dessous du seuil de pauvreté, contre 65% à l'arrivée au pouvoir de M. Nkurunziza en 2005. Le taux de chômage des jeunes est de 65% selon la Banque africaine de développement (BAD), et six enfants sur dix présentent un retard de la croissance à cause de la malnutrition. Ndayishimiye en est-il conscient, lui qui a axé sa campagne sur la radicalisation de la pauvreté et le développement du pays. Quelque 5,1 millions de Burundais sont appelés à choisir leur président, députés et conseillers communaux. Les bureaux de vote seront ouverts mercredi de 4h00 GMT (6h00 heure belge) à 14h00 GMT (16h00).

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});